Défense de la langue française, communisme, PCF, France Insoumise, philosophie

samedi 24 février 2018, par Denis COLLIN

Georges Gastaud est le fondateur de l'association COURRIEL qui s'est consacrée à la défense de la langue française. Il est aussi un des animateurs du PRCF et de son journal Initiatives communistes. Depuis plusieurs années, nos chemins se sont croisés. Notamment sur la question de la rupture avec l'Union Européenne ou, plus récemment sur le soutien à apporter à la France Insoumise. Nous avons des divergences sérieuses avec le PRCF quant à l'appréciation du rôle du PCF ou de l'histoire de l'Union Soviétique. Mais quant aux tâches du présent, nos lecteurs trouveront de grandes convergences et c'est sans doute ce qui est le plus important. L'entrevue qui suit est, nous l'espérons la première contribution à une discussion nécessaire, tant est-il que la démocratie, la discussion franche de nos accords et de nos désaccords est l'ingrédient essentiel de l'unité dans l'action.

DC : **Georges Gastaud, tu es professeur de philosophie, marxiste et je t'ai connu par ta défense de ta langue française. Peux-tu expliquer pourquoi, avec l'association COURRIEL, tu t'es engagé pour la défense du français ?**

Commençons par des raisons de fait qu'on pourrait superficiellement qualifier de « subjectives » : sans être un freudien enragé, on peut supposer qu'il y a toujours

quelques motifs inconscients qui poussent à défendre sa langue… maternelle. Disons qu'adolescent, j'ai vu sans plaisir sombrer le dialecte nissard de mes grands-parents maternels ; j'ai saisi alors obscurément que le deuil d'un parler est aussi celui d'un monde, qui en valait bien d'autres. Encore ce monde d'essence rurale s'effaçait-il alors au profit de ce que les anciens eux-mêmes, qui ne s'adressaient jamais aux enfants qu'en français, considéraient comme un « monde meilleur ». Mais imagine-t-on la déperdition d'humanité que signifierait la relégation irréversible du français, donc du (des) monde(s) francophone(s), le déclassement parfaitement possible, voire prochain de cette immense maison commune, et pourtant si variée, de mots, d'expressions, sans oublier cet immense fonds littéraire, scientifique, philosophique, technique, qui nourrit à notre insu nos pensées et nos échanges ? Et pour céder la place à quoi, si ce n'est à une novlangue, voire à une non-langue étriquée, déculturée et dés-historicisée, ce Business Globish corseté par le conformisme euro-atlantique et managérial qui a rompu tout lien avec Shelley, Joyce ou Bob Marley ? Une langue unique européenne et « transatlantique », vers laquelle d'aucuns voguent aveuglément en se croyant « open », ne serait pas une moindre catastrophe politique, voire anthropologique, qu'une pensée unique, qu'une économie unique, qu'une politique unique et proprement globalitaires. Comment des intellectuels critiques, comment des résistants sociaux qui affrontent si valeureusement le néolibéralisme sur tant de terrains, peuvent-ils larguer tout esprit critique et capituler « ludiquement » devant ce qu'ils nomment la « tendance » (autre nom du rapport des forces idéo-linguistiques réellement existant !) pour s'exclamer toute la sainte journée « yessss ! », « OK-d'accord », quand ce n'est pas carrément « O my God ! » ? C'en est au point qu'on voit parfois fleurir dans les manifs des pancartes proclamant « Academic Pride » ou « Make the public services great again ! ». Jusqu'à l'inénarrable CFDT qui organise parfois le 1er mai un « Young Worker's Day », à

défaut d'impulser la résistance à la casse sociale ! Ne parlons pas de ces écolos qui défendent, à juste raison, la biodiversité indispensable au vivant, mais le font de préférence en anglais en contribuant en toute inconscience à la destruction de la diversité culturelle indispensable à la structuration du phénomène humain ! Tout cela illustre tristement ce que Kant eût appelé la « révolte à genoux » ! Est-il par ailleurs si difficile de saisir que le premier service public de France, socle par ailleurs de la Francophonie mondiale dans sa diversité, est cette « langue française, langue de la République » (article II-a, quotidiennement bafoué par Macron, de la Constitution) dont le ciselé quasi-fractal nous est pourtant si précieux quand nous amendons ensemble le moindre mandat syndical ?

La raison de cette capitulation linguistique, qui revient à graver le très totalitaire « TINA » thatchérien (« There Is No Alternative » : il n'y a pas d'alternative) dans nos logiciels les plus intimes, est aisée à percer : trop de militants et d'intellectuels « résistants » sont secrètement flattés de parler anglais (du moins le croient-ils…), ou du moins de baragouiner le globish, ce signe de classe, de « distinction », eût dit Bourdieu, marquant l'appartenance (illusoire !) à l'élite « branchée » mondiale*. C'est ainsi qu'on laisse Renault et PSA, après Volkswagen abandonnant l'allemand, basculer illégalement toute leur doc technique à l'anglais. C'est ainsi que des universités mettent illégalement en place des masters intégralement en anglais ou que Sciences po, creusant suicidairement le gouffre entre le peuple français et ses futures « élites » (mais rira bien qui rira le dernier !), enseigne de plus en plus en anglais, l'anglicisation du langage épousant ainsi l'américanisation des contenus. Ne voit-on pas, sous couvert d' « ouverture », l'énorme recul civilisationnel que cela constitue déjà pour notre peuple ? La « République en marche » de l'ex-« Young Leader » Macron, l'actuel président anglomane et ultra-atlantiste, retombe ainsi – c'est un comble ! – bien au-dessous d'un… François 1er, lequel avait remplacé le latin, langue des doctes et des clercs, par « le langage maternel françois » (Ordonnance de Villers-Cotterêts, 1539), et qui avait créé le Collège de France, ouvert tous publics et où les plus grands savants du temps avaient l'obligation d'enseigner dans la langue du pays… Est-il par ex. normal qu'il faille aujourd'hui parler parfaitement anglais pour lire certaines revues scientifiques françaises financées par l'argent public, alors que, de par leur nature pionnière, les articles publiés sont déjà fort difficiles à lire en français ? Que devient alors le droit élémentaire de comprendre du citoyen français tout juste bon à financer la recherche qui se mène en son nom sans pouvoir accéder, ne serait-ce qu'en droit, à son contenu ? Qu'on est loin de Descartes, et de cette phase globalement progressiste de notre histoire où germait la future nation bourgeoise, quand l'auteur du Discours de la méthode choisissait de s'exprimer en français pour être entendu « même des femmes » : un propos d'allure sexiste, mais qui était au contraire fort avancé dans les conditions culturelles du 17ème siècle commençant…

Bien entendu, je lie la défense du français, en France ou au Québec, mais aussi de l'italien en Italie, de l'allemand en Allemagne, à la défense de l'État républicain et de ses acquis sociaux dépecés sur l'autel de Maastricht, du CETA et du Traité transatlantique, di TAFTA, qui reviendra en force quand le gouvernement SPD-CDU sera constitué en Allemagne. Faut-il dire qu'en tant que communiste, je n'ai pas d'illusion sur la « république » française actuelle, dont la teneur démocratique n'a cessé de reculer au fur et à mesure que la grande bourgeoisie française, devenue conservatrice et réactionnaire, a rené son « péché originel », la République jacobine de l'An II, et qu'avançaient du même pas l'hyper-présidentialisation de la 5ème « République » et la mise en place rampante de l'Empire européen. Mais, comme disait Rimbaud, « il faut être résolument moderne : TENIR LE PAS GAGNE » : qui n'est même pas capable de sauver ses conquis nationaux, ceux de la loi laïque de 1905, ceux de 1936, ceux du CNR, ceux de mai 68, ceux d'un État-nation dans lequel le prolétariat et la petite bourgeoisie progressiste, tout en restant des couches sociales dominées, avaient gagné des positions avancées, se ment à lui-même quand il promet de réinstaurer les conquêtes sociales à l'échelle européenne (« socle social européen », « service public européen », « SMIG européens » et autres niaiseries chères aux états-majors syndicaux euro-formatés) : car si l'oligarchie « française »

ne cesse de déplacer le cadre des luttes de l'échelle nationale aux échelles sub- et supra-nationales (métropoles, euro-régions, Union transatlantique…), c'est parce que ce déplacement du terrain sociopolitique lui est infiniment favorable, qu'à ces échelles-là le « tous ensemble » des exploités est pour longtemps bien plus difficile à construire qu'il ne l'est dans le cadre d'un Etat-nation bourgeois qui n'a jamais pu contenir totalement l'intervention populaire (1789, 1793, 1830, 1848, Commune de Paris, combat dreyfusard, lois progressistes de 1901/1905, grèves de 36, réformes progressistes des ministres communistes de la Libération, grève de masse de 68…). Ce n'est pas moi qui le dit, c'est le MEDEF dans son manifeste stratégique de décembre 2011, intitulé Besoin d'Aire, où Mme Parisot et ses pairs appelaient cyniquement à saborder l'Etat nation pour « reconfigurer les territoires » et passer « aux Etats-Unis d'Europe » et à l' Union transatlantique », le Baron Seillères ayant déjà pour sa part invité le conseil européen à faire de l'anglais, dans toute l'Europe, la « langue des affaires et de l'entreprise ». TOUT SE TIENT, si bien que négliger la cohérence de fer de l'adversaire de classe, en particulier, lui laisser l'avantage stratégique, et je le répète, anthropologique, du passage à la langue unique, c'est par avance faire le choix de la défaite. Pour en revenir au combat linguistique, comment ne pas voir que l'instauration d'un moins-disant social européen et transcontinental dévastant ce qui reste des salaires, des protections sociales et des services publics passe nécessairement par l'imposition d'un marché mondial du travail totalement dé-segmenté sur le plan linguistique pour mettre directement en compétition partout des milliards de travailleurs potentiels, dont une bonne partie arrivent « librement » chez nous, « des rêves plein la tête », en réalité chassés de chez eux par les guerres néocoloniales à répétition que l'Occident et ses surgeons pétro-monarchiques entretiennent d'un bout à l'autre de la Méditerranée.

Avec Macron, cette cohérence est arrogamment assumée. Ce personnage feint de vouloir faire du français la seconde langue mondiale alors même qu'il travaille surtout à en faire… la langue seconde en France même ! Il n'est que de voir combien le chef de l'exécutif, chargé de protéger la Constitution (et aussi la loi Toubon-Tasca de 94, constamment piétinée par des entreprises où l'État est décisionnaire), n'a cessé de la contourner, non seulement en multipliant les discours en anglais en France même, mais en parrainant toutes sortes d' « évènements » (« Choose France », « One Planet's Summit », « Make the planet great again », « France is back ! », etc.) où la langue de notre peuple était systématiquement priée de se faufiler par l'entrée de service… Par conséquent, la moindre des choses si nous voulons rompre sur toute la ligne avec le Super-Thatcher frenchie, c'est de cesser de « prendre langue » avec lui, c'est de lui opposer la langue crue et drue des peuples et de la rue, y compris, pourquoi pas, le moment venu, le « Dégage ! » qui avait surgi de Tunis au Caire, et que les peuples ont toujours brandi en temps opportun à ceux qui violaient à la fois la souveraineté de la nation et les conquêtes vitales du monde du travail.

Faut-il dire combien il serait aberrant d'opposer la défense du français « langue de la République » à celle de la « langue-monde » de la Francophonie internationale ? Si le français sombre en France même, assassiné (et au besoin, « muséifié » !) par les élites américanisées, la Francophonie mondiale sera encore plus déstabilisée qu'elle ne l'est aujourd'hui ! Les appels d'écrivains pseudo-anticolonialistes, en réalité macroniens, à « dénationaliser » le français ignorent totalement la dialectique du patriotisme et de l'internationalisme qu'illustre la phrase de Jaurès selon laquelle « si un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup d'internationalisme y ramène ». En réalité, une France coupée de sa langue ne serait plus qu'un couteau sans manche dont on a jeté la lame, de même qu'un français déchu en France même serait très vite en danger mortel partout ailleurs : comment peut-on s'aveugler sur de telles évidences ? Refusant résolument ce qui subsiste parfois de condescendance « française » à l'encontre des « littératures francophones », mais accueillant chaleureusement les apports nationaux à la langue commune (Kateb Yacine ne parlait-il pas de son français comme d'un « butin de guerre » ?), le français moderne doit apprendre la dialectique hégélienne qui conçoit l'universel concret comme l'unité en mouvement des particularismes concrets et de l'universel abstrait, ce squelette sans chair !

DC : **Tu contribues à Initiative Communiste, le journal du PRCF. Peux-tu présenter pour nos lecteurs le PRCF ?**

G.G. – Très volontiers.

Le PRCF est l'héritier le plus marquant de la première Coordination communiste du PCF qui mena le combat interne dans les années 90, alors que la direction du parti optait pour une « mutation » social-démocrate et européiste qui a littéralement naufragé le mouvement populaire et le syndicalisme de classe. Nous ne nous présentons pas comme un parti mais comme un mouvement politique, comme un « pôle » visant à faire renaître un vrai parti communiste dans ce pays. « Renaître », cela implique que le PCF comme tel, comme parti communiste, est mort dans notre pays même si bien entendu, il reste des communistes véritables, quoique minoritaires, dans ce qui porte encore l'étiquette communiste. Mais « renaître » implique aussi de renouer les fils avec le meilleur de ce que fut le premier PCF issu du Congrès de Tours. Non que nous considérions que ce parti n'aurait jamais commis d'erreur, mais parce que globalement, le PCF a toujours su rester du bon côté de la barricade, celui des prolétaires, et plus globalement, celui des luttes pour la paix et contre l'impérialisme, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et contre le colonialisme, de la démocratie contre le fascisme, de l'internationalisme contre les croisades antisoviétiques successives, du socialisme contre le capitalisme. Non seulement nous ne considérons pas, pour le dire vite, que le léninisme est « obsolète », mais nous disons que ce qui a failli en URSS, ce n'est pas un excès de marxisme, de léninisme, d'internationalisme prolétarien, de centralisme démocratique, d'ancrage ouvrier et populaire, mais un défaut croissant, voire dans certains cas un dévoiement de ces éléments indispensable à la construction révolutionnaire. C'est ce qu'argumente mon livre récent Le nouveau défi léniniste (Delga, 2017). Le point stratégique majeur pour notre pays et pour notre temps est que, pour que les travailleurs redeviennent sujet collectif du devenir social au lieu d'être, comme c'est le cas présentement, totalement atomisés et neutralisés politiquement (mais aussi socialement, « culturellement » et syndicalement) – ils ont besoin d'un parti de classe à eux, d'un parti marxiste nettement démarqué de la petite bourgeoisie, fût-elle progressiste et humaniste. Car si le prolétariat se dissout d'emblée dans un mouvement sans frontières, ce sont inévitablement les secteurs les plus modérés et les plus « conciliants » de l'alternative progressiste qui l'emportent et qui, de par leur position même dans les rapports de production et dans les circuits idéologiques, cherchent à ménager le plus possible la classe au pouvoir, la social-démocratie qui la sert et, par-dessus tout, la sacro-sainte « construction européenne » qui forme le cœur du projet néo-esclavagiste de l'oligarchie post-nationale française. Cela ne signifie nullement qu'il faille vilipender ladite petite bourgeoisie sur un mode moralisant : il faut au contraire la défendre contre elle-même en construisant ce que nous appelons un large « « Fr.A.P.P.E », un Front de résistance Antifasciste, Patriotique, Populaire et Ecologiste. Car ce front, la petite bourgeoisie ne peut pas en diriger la construction d'une manière conséquente ni a fortiori le mener durablement à la victoire. Ici la question décisive est celle de l'attitude à l'égard de l'UE : les secteurs réformistes (et potentiellement, contre-réformistes, car le turbo-capitalisme néolibéral ne laisse guère d'espace au réformisme traditionnel, on le voit avec la déchéance pathétique du sieur Tsipras !) veulent ménager l'UE, l'euro, garder des passerelles multiples avec le PS euro-atlantique via B. Hamon, et leur attitude politique va de l' alter-européisme rosâtre, qui promet l'introuvable « Europe sociale » alors même que l'UE fait interdire la grève en Grèce, à une valse-hésitation entre un « plan A » et un « plan B » dont la dualité même vaut son pesant d'illusion sur la « réformabilité » de la dictature européenne…

Il faut bien saisir que nous n'opposons en rien l'entreprise de reconstruction du parti communiste, du parti de classe et de combat, à la construction d'un large front progressiste intégrant tous les secteurs qui, consciemment ou objectivement, sont attachés à l'héritage de la Révolution française et du CNR et qui, pour défendre cet héritage frontalement attaqué par Macron, sont prêts à mettre

en cause la sacro-sainte « construction européenne » de l'oligarchie et de ses suiveurs. Historiquement, c'est bien lorsque le PCF a porté du même pas son identité prolétarienne et de très larges alliances antifascistes, patriotiques et internationalistes comme le Front populaire ou, durant la Résistance, comme le « Front national de lutte pour l'indépendance et la liberté de la France », que le monde du travail s'est placé au centre de la vie nationale et que, symétriquement, une (re-) construction nationale progressiste a été portée par la classe travailleuse. Pour nous, la question politique décisive est celle des « quatre sorties » : il faut sortir par la gauche, par la voie progressiste, par les nationalisations démocratiques (intervention des travailleurs et des usagers dans les gestions), par la coopération avec tous les pays du monde, par la démocratisation radicale de la vie politique, de l'euro, cette austérité continentale faite monnaie, de l'UE, ce broyeur de peuples, de l'OTAN, cette machine à mondialiser les guerres US, et à terme, du capitalisme, ce mode de production dont la remondialisation contre-révolutionnaire ne peut plus apporter que des régressions sociales.

De ce point de vue, nous nous démarquons radicalement des « souverainistes » de droite qui prétendent qu'on peut réparer la nation, aujourd'hui dépecée par la « construction » européenne, sans affronter le capitalisme. D'une part, ce souverainisme-là n'apporterait rien, s'il était politiquement possible, à la classe travailleuse qui est précisément le socle de la nation. Or comment sauver la nation en continuant d' « enfoncer » le peuple travailleur, qui en est la base ? Mais dans les conditions françaises, ce souverainisme bourgeois ne peut nullement restaurer l'indépendance nationale quand même il le voudrait : contrairement au Brexit, qui est adossé aux Etats-Unis de Trump, la sortie française de l'UE ne peut pas se faire par la droite tout bonnement parce que toute l'oligarchie française est fanatiquement engagée dans la « construction » européenne dans le sillage de Berlin ; il n'est que de voir l'évolution de Peugeot, dont le PDG fut un temps favorable au produire en France et hostile à Maastricht, et qui s'oriente désormais comme Renault vers la délocalisation massive de sa production avec l'aide de certains « syndicats » complaisants. Et surtout, qui n'a vu l'évolution du FN qui a implosé durant la campagne présidentielle parce que la partie la plus notabilisé de ce parti bourgeois a mis le holà au discours timidement eurosceptique incarné par F. Philippot ? Et c'est bien dans le cadre de l'euro et de l'UE-OTAN, dans cette belle Europe blanche, « chrétienne » (pardon à mes amis prêtres-ouvriers !) et impériale, que toutes les extrêmes droites européennes, de Marion Maréchal à Orban en passant par le Polonais Kaczynski et par les ministres crypto-nazis du gouvernement autrichien, conçoit son « patriotisme » grossièrement islamophobe, ethniciste, anticommuniste et « identitaire ». C'est pourquoi le PRCF mène, avec ces moyens encore modestes, mais avec un vrai dynamisme, toute une campagne idéologique et culturelle qui prend appui sur nos livres, sur Initiative communiste (24 pages couleurs mensuelles, totalement portées par des bénévoles), sur notre site www.initiative-communiste.fr, sur la revue théorique « EtincelleS ». En particulier, nous promouvons l'analyse dialectico-matérialiste du fait national… et du fait international. À ceux qui opposent naïvement « le » patriotisme à « la » mondialisation, et qui de ce fait, entretiennent la tenaille idéologique qui broie notre peuple entre la xénophobie FN/LR et l'euro-mondialisme « en marche », nous répondons par une analyse de classe : sur la base de l'anticapitalisme et de l'antifascisme, nous opposons le patriotisme populaire, celui des ouvriers et des paysans attachés au produire et décider en France, au nationalisme ethnique (et à ses contre-variantes régionalistes, communautaristes, « religieuses », etc.). De même nous opposons, sur une ligne de classe matérialiste l'internationalisme prolétarien de nouvelle génération (appelé à se développer à l'heure des transnationales) au mondialisme néolibéral qu'incarnent les Clinton, Obama, Renzi et autre Macron. Dialectiquement, le patriotisme populaire et républicain est l'allié potentiel et objectif de l'internationalisme prolétarien (car un internationaliste véritable souffre quand il voit détruire la Grèce, mère des Lumières, ou l'Italie, patrie de la Renaissance, pour ne parler que d'elles) ; et ces deux alliés potentiels s'opposent ensemble objectivement au couple mortifère que composent, d'une part, l'Europe supranationale des financiers, et d'autre part ces soupapes de sécurité à l'autocuiseur maastrichtien que sont les extrêmes droites

« eurosceptiques » : de purs « flanc-garde de l'Europe atlantique », comme eût dit Jacques Duclos…

Pour mener ce combat, le PRCF potentiellement majoritaire (on l'a bien vu en mai 2005 !), le PRCF « tend la main » à tous les patriotes antifascistes, antiracistes et anti-impérialistes (pas de complaisance pour les interventions néocoloniales de la « Françafrique » ou de la « Françarabie » !), mais aussi à tous les internationalistes, pourvu qu'ils rompent tout lien, fût-ce celui, particulièrement délétère du Parti de la gauche européenne, avec la fascisante et belliqueuse UE (comment appeler autrement une institution qui fait interdire la grève, qui encourage la criminalisation des PC à l'Est, qui pactise avec le gouvernement pronazi de Kiev et qui suit aveuglément l'OTAN dans son projet irresponsable de confrontation avec la Russie** ?) ?

DC : **Quelle appréciation portes-tu sur le PCF aujourd'hui ? On dit que la direction pourrait être mise en minorité au prochain congrès. Qu'en est-il ?**

De même que tous les fondateurs du PRCF – dont certains sont des figures de proue de la Résistance communiste - , j'ai milité durant des décennies au PCF, alors même que j'étais en désaccord croissant avec sa direction bien avant l'avènement du piteux Robert Hue. Je comprends donc et salue les camarades qui continuent d'y mener le combat interne sur des bases marxistes. Cependant, toute notre expérience historique prouve que ce parti est définitivement « muté », ce qui ne signifie pas seulement que, de son propre aveu, il n'a plus rien à voir idéologiquement avec la Révolution d'Octobre et le Congrès de Tours, mais qu'il est désormais du mauvais côté de la barricade sur la question stratégique de l'acceptation ou du refus de principe de la « construction européenne », sans parler de la totale incapacité du PCF-PGE à se déprendre de sa socialo-dépendance dans les territoires. Rappelons aussi que durant cinq ans, entre 97 et 2002, ce parti alors représenté au gouvernement Jospin, a participé sans états d'âme (par l'entremise de Mme Buffet et de M. Gayssot) à un gouvernement qui bombardait Belgrade, privatisait à tour de bras et préparait la France à la monnaie unique, que M. Hue déclarait pourtant « antinomique de progrès social ». Bref, qu'a encore objectivement de communiste un tel parti, ne serait-ce qu'en partant des critères de classe qui définissent ce mot dans le Manifeste communiste de 1848 ?

Cela dit, est-il possible que la direction laurentine soit mise en minorité au prochain congrès du PCF ? Remarquons simplement que les principales tendances qui contestent la direction le font sur sa droite, soit pour se rapprocher plus nettement du PS, soit pour dissoudre le parti dans la F.I. (pas sûr que ce soit là un renfort pour la gauche de ce mouvement si cela se produit : et je ne parle pas ici des communistes qui, à titre personnel, militent à la FI sans abandonner l'espoir de reconstruire par ailleurs un parti communiste) même s'il existe aussi au PCF une tendance, qui veut « faire vivre et développer le PCF », qui se réclame du léninisme et à laquelle nous souhaitons d'avancer autant que faire se peut au prochain congrès. N'empêche : que le futur secrétaire national s'appelle Laurent, Chassaigne, Cohen-Séat ou autre, qu'est-ce que cela changera pour la classe ouvrière et pour l'indépendance nationale si ce parti continue comme devant de pourfendre l'héritage léniniste, de rallier sagement le PS (voire Macron !) à chaque second tour d'élection, et à vendre le pitoyable mensonge de l'Europe sociale et de l' « euro au service des peuples ». Alors que Macron vient d'avouer à la BBC que si le peuple français devait voter sur l'UE, le Frexit l'emporterait sans doute, c'est peu dire que le parti d'avant-garde que voulait être le PCF de Cachin et Duclos, s'est tristement mué aujourd'hui en arrière-garde qui freine le mouvement populaire sur la question stratégique de l'euro-rupture. Et quand le Parti de gauche français exige que le Parti de la gauche européenne (PGE) exclue de ses rangs Tsipras et Syriza, faute de quoi le PG français quittera le PGE, MM. Gysi et Laurent (respectivement président et vice-président du PGE) prennent aussitôt la défense de Syriza – c'est-à-dire de briseurs de grève patentés qui se comportent en huissiers de Merkel auprès de leur peuple martyrisé ! – au nom de la « tolérance » et du « pluralisme »…

Bref la grande question qui est posée aux communistes qui militent encore au PCF (la précision vaut

d'être dite car il y a beaucoup de communistes hors PCF et beaucoup d'anticommunistes dans la direction du PCF !) est, tout d'abord, de ne pas « tout miser » sur le congrès à venir. Il serait plus sage de privilégier l'action commune avec les communistes non cartés au PCF qui souhaitent un Frexit progressiste, et surtout, de traiter enfin explicitement la question : si, au sortir du congrès, la ligne « euro-constructive » continue, qu'elle soit portée par M. Laurent ou par d'autres, les marxistes encore actifs dans le PCF aideront-ils le PRCF et d'autres à créer les conditions de la reconstruction d'un vrai parti communiste ? Car « il y a le feu ! » . Non seulement il ne servirait pas à grand-chose de reconstituer un vrai PC quand Macron aura tôt cassé (et il va un train d'enfer !), mais, comme dit Marx, « l'histoire ne repasse pas les plats ». Or, en 2020, nous fêterons le 100ème anniversaire du Congrès de Tours où les révolutionnaires se séparèrent fort salutairement des réformistes de la SFIO qui avaient soutenu l'union sacrée impérialiste de 14/18. Mais 2020 sera-t-il une « belle commémo » de plus, ou cette échéance fournira-t-elle un temps fort de la marche à la renaissance communiste alors que le mouvement ouvrier et la nation laborieuse crèvent littéralement de ne plus disposer d'un parti communiste révolutionnaire et fédérateur ? Quelles que soient les formes que prendrait un nouveau congrès de Tours, ce contenu de principe ne peut que demeurer : union organisationnelle des révolutionnaires, séparation organisationnelle des révolutionnaires et des euro-réformistes. En tout cas, alors que le pays sombre, qui peut croire que l'avenir soit à la consolidation sans fin d'une tendance révolutionnaire s'installant pour longtemps dans un micro-parti social-démocrate discrédité et dérivant ? Il faut qu'un jour les révolutionnaires « du dedans » et « du dehors » se retrouvent dans la même organisation sans les euro-réformistes qui n'ont d'autre politique que de diaboliser le léninisme et que d'enchaîner le mouvement ouvrier au principe de la « construction » européenne. La main tendue du PRCF est donc permanente en direction des éléments révolutionnaires du PCF et aussi, sur un autre plan, en direction de tous les progressistes franchement euro-critiques. Pour autant, expérience cent fois faite de ce combat, nous ne croyons pas plus à la possibilité de réformer le réformisme du dedans que nous ne croyons – expérience à l'appui – à la possibilité de réformer du dedans la dictature européenne, cette machine qui tout à la fois réprime les communistes qui résiste et « pourrit » du dedans les partis qui en soutiennent le principe. Il faut faire du neuf et rompre avec la vieille politique d'union des euro-gauches à laquelle le PCF-PGE s'est arrimé. Il faut cesser de partir de la question secondaire « carte du PCF ou pas carte ? » et partir du nouveau, de la ligne de masse, bonne pour le peuple, donc bonne aussi pour son futur parti communiste, qu'est la ligne des quatre sorties, de l'euro, de l'UE, de l'OTAN et du capitalisme. Et il faut presser le pas : car l'UE en crise ne cesse de se fasciser et Macron, l'homme des ordonnances à tout-va, du flicage d'internet et de la banalisation de l'état d'urgence, frappera très vite et très fort les « rouges » (surtout s'ils ont l'intelligence de ne pas mépriser le drapeau tricolore…) si le mouvement populaire s'embrase et que l'UE tape du poing sur la table pour que sa feuille de route destructive soit tenue « au carré »…

DC : **Tu dis dans un édito récent que "La FI est à la croisée des chemins" ? Quels sont les chemins qui s'offrent à la FI ?**

Je rappelle que, prenant à contrepied les observateurs fatigués (et ignorants !) qui assimilent le léninisme assumé du PRCF à un dogmatisme, nous avons apporté à J.-L. Mélenchon un « soutien critique, mais dynamique et constructif » lors de la présidentielle. Nous avons jugé qu'il serait positif qu'un grand mouvement de masse osât poser enfin, fût-ce de manière inconséquente (« l'UE, on la change ou on la quitte ! »), la question d'un éventuel Frexit progressiste. Mépriser cette avancée idéologique, dédaigner le débat de masse que la formule de Mélenchon pourrait ouvrir si tous les communistes et si tous les progressistes favorables au Frexit allaient ensemble le proposer aux manifs et à l'entrée des entreprises, dire sommairement « pouah, Mélenchon est un admirateur de Mitterrand ! », « c'est un ancien trotskard », un « c'est un social-dém' invétéré », ce n'est pas de la politique prolétarienne, - une politique qui se doit d'exploiter à fond tout élément susceptible de remobiliser notre classe -, c'est au contraire ce que Lénine eût ironiquement nommé du « purisme

révolutionnaire » ou de la « morgue communiste ». En outre, nous avons regardé en réalistes l'état du rapport des forces politiques en France, un pays non pas fasciste, certes, mais en voie de fascisation et de glissement ultraréactionnaire, où, depuis Sarkozy, l'existence même d'un espace politico-social progressiste est de plus en plus menacée d'élection en élection. Fortement engagés dans la lutte pour le syndicalisme de classe, et sachant l'extrême fragilité des directions syndicales euro-assagies (on l'a vu lors du très faible tour de piste contre les ordonnances travail), nous nous sommes dits que face au trio Le Pen-Fillon-Macron (voire Valls, au début des « primaires » socialistes), la situation des luttes ne serait pas la même à l'automne 2016 selon que JLM aurait fait un score à deux chiffres ou qu'il eût été laminé au premier tour. Et franchement, les militants du PCF qui se laissent divertir par l'anti-mélenchonisme primaire de leurs dirigeants – à la droite de JLM sur la plupart des questions, UE, euro, Cuba, Venezuela, rapport au PS, à Tsipras, au PGE, aux directions confédérales euro-alignées ! – ne voient pas à quel point leur direction – car c'est bien Laurent la voix autorisé du PCF ! – est coupable d'avoir flirté avec B. Hamon jusqu'à la veille du 1er tour : la situation actuelle n'eût-elle pas grandement différé pour le rapport des forces sociopolitique si Mélenchon avait accédé au second tour (il aura manqué peu de voix pour cela) en éjectant irrémédiablement la Le Pen et en talonnant durement Macron (voire en le devançant in extremis : un infime « trou de souris » existait pour cela) ? On a même lu sous la plume de camarades marxistes que la victoire de JLM serait un danger pour le mouvement populaire, « pas encore prêt » pour cela ; comme si l'actuelle victoire de Macron-Thatcher était un moindre mal et comme si le PCF avait eu tort de miser sur le Front populaire en 1936 alors que Thorez, Frachon et Duclos avaient 10 000 bonnes raisons de se méfier de Blum. Mais, comme le disait narquoisement Lénine, « qui craint le loup n'aille pas en forêt ! »…

J'en viens à ta question. La F.I. est un mouvement intéressant, dynamique, mais nécessairement composite socialement, et dans lequel prédomine actuellement la petite bourgeoisie alter-européiste, même si nombre de syndicalistes de classe ont fait mouvement vers elle en entraînant de nombreux ouvriers. En particulier, le PRCF, qui prônait une « manifestation nationale de combat » pour appeler au bras de fer inter-pro au printemps 2016, a publiquement apprécié la proposition faite par JLM le 23 septembre 2016 d'organiser à Paris une grande manif sur les Champs-Elysées, syndicats devant et partis progressistes derrière, pour balayer les ordonnances scélérates (proposition aussitôt enterrée par la direction de la CGT, sans parler de FO ou de la FSU). Par ailleurs, la F.I. porte un patriotisme de gauche, un « indépendantisme français » de belle venue, une sensibilité populaire, un ancrage jacobin (fragile certes, voir les déclarations inconséquentes de JLM sur la Corse), et, potentiellement, une alliance (trop fluctuante à notre goût) du drapeau tricolore et du drapeau rouge symbolisant la construction d'un bloc « national-populaire » (Gramsci) centré sur le monde du travail. Mais de puissances forces social-démocrates, certaines tendant au régionalisme, au néo-communautarisme, voire à l'anticommunisme et à l'alter-européisme, travaillent la F.I. et y occupent des positions solides, surtout en l'absence d'une intervention populaire organisée, unie, des forces franchement communistes, des syndicalistes combatifs, des progressistes anti-UE sur la question stratégique, véritable maillon faible de la domination capitaliste, qu'est le Frexit progressiste. Si bien qu'au lieu de s'interroger ad vitam aeternam sur l'avenir de la F.I. comme si nous étions tous des observateurs extra-terrestres indifférents au sort de notre pays malade, nous devrions être un tout petit peu plus stoïciens et, distinguant « les choses qui dépendent de nous » de celles qui nous échappent, nous devrions nous demander d'abord ce que nous pouvons et devons faire dans toutes les manifs, dans toutes les luttes, à la porte d'un max d'entreprises – notamment à l'occasion des affrontements de classes et de l'élection supranationale qui approche, pour mener sur des bases de gauche, anticapitalistes, une grande campagne pour que la France sorte de l'UE. Cela déplaira aux forces incurablement social-maastrichtiennes qui pèsent sur la F.I. du dedans et du dehors (« Ensemble », direction du PCF, de « Génération », etc.), mais cela aidera ceux qui veulent comme nous construire la nouvelle FFI, la France Franchement Insoumise à l'UE du capital qui peut seule entraîner derrière elle, non pas les sympathiques mais peu significatifs suiveurs de Benoît Hamon,

mais des millions d'ouvriers, d'employés, de paysans, qui campent dans l'abstention, dont beaucoup se détournent du FN en crise, et qui veulent simplement vivre décemment de leur travail dans un pays indépendant qui construit l'avenir.

DC : **Tu es philosophe et tu as entrepris une sorte de reconstruction du marxisme dans tes derniers ouvrages. Quel est ton propos ?**

J'ai travaillé avec acharnement dans plusieurs directions :

Sur le plan théorico-politique, j'ai tenté d'expliquer les conditions multifactorielles des processus contre-révolutionnaires enchevêtrés qui ont sapé puis détruit l'expérience historique issue d'Octobre 17, puis de la victoire historique de Stalingrad. Cet effort s'est traduit en 97 par la publication au Temps des cerises de Mondialisation capitaliste et projet communiste. Le point central était de concevoir dialectiquement les liens entre l'exterminisme, dont j'ai tenté de montrer qu'il est le « stade suprême du capitalisme-impérialisme », et la contre-révolution, fût-elle travestie en « bouleversements démocratiques à l'Est ». On expliquait alors, Pierre Juquin par exemple, mais aussi en URSS Gromyko puis Gorbatchev, que la guerre nucléaire d'extermination (dont la probabilité avait grimpé en flèche, de même que les budgets d'armement, sous Reagan et sous Bush Senior) n'avait pas de sens politique, donc pas de signification de classe, puisqu'elle détruirait le socialisme et le capitalisme, donc le maître et l'esclave à la fois. Partant de relectures de Clausewitz, de la dialectique maîtrise-servitude de Hegel, mais aussi de certaines analyses nietzschéennes du nihilisme, j'ai montré au contraire que le nihilisme capitaliste-impérialiste, prenant la forme d'un exterminisme flamboyant (cf A. Glucksmann : « je préfère succomber avec mon enfant que j'aime dans un échange de Pershings et de SS plutôt que l'imaginer entraîner vers quelque Sibérie planétaire » : Raphaël savait d'avance à quoi s'en tenir !) ne pouvait qu'avoir un énorme impact géopolitique. En effet, le capitalisme et le socialisme ne sont absolument pas symétriques par rapport à la question du sens, des rapports de la vie et de la valeur et partant, du chantage occidental à la pan-destruction (« plutôt morts que rouges »). Cela permet de concevoir le communisme contemporain comme un anti-exterminisme conséquent en saisissant à la fois la dimension de classe de ce communisme et sa portée universaliste (aujourd'hui, il faut par ex. appliquer l'analyse de l'exterminisme à la lutte anticapitaliste contre la vandalisation de l'environnement).

Par ailleurs, j'ai aussi travaillé la question de la dialectique des formes et de l'essence dans le champ sociopolitique. Le révisionnisme politique vient souvent du fait que l'on prend des changements de forme, parfois même des changements d'apparence (et certes, la forme et l'apparence comptent en politique, comme en tout domaine !), par ex. les formes évolutives de la prolétarisation, les formes pseudo-libérales du néocapitalisme monopoliste d'Etat, etc. pour des changements de nature. En tous domaines, donc aussi en politique, il faut méditer la profonde remarque dialectique d'Engels selon laquelle « à toute découverte faisant époque le matérialisme doit changer de forme ». Par ex., il faut sortir de la sidération accablée sur la baisse apparente du nombre de prolétaires en col bleu, qui n'est d'ailleurs pas vérifiée au plan mondial, et regarder de près les formes nouvelles, et plus dures encore que par le passé, de prolétarisation et de surexploitation qu'implique la précarisation galopante, notamment l'ubérisation, des « services ». Je ne reviens pas sur la dialectique du national et de l'international que j'ai tenté de percer dans Marxisme et universalisme (2015, Delga).

En philosophie générale, j'ai tenté d'invalider le procès en obsolescence qui est intenté depuis longtemps au matérialisme dialectique, trop souvent confondu avec les formes les plus dogmatiques du « diamat » des années 50. Tout d'abord, cette tendance fondamentale de l'histoire de la philo – qui remonte pour le moins à Héraclite ! – ne se confond pas avec la philo marxiste non seulement parce qu'il y a, en sciences, en philo, dans le champ esthétique, des positions objectivement dia-matérialistes qui ignorent le marxisme, mais parce que des travaux marxistes parfaitement

respectables ne se réclament pas de la dialectique matérialiste (même si, de mon point de vue, celle-ci porte souvent à leur insu les plus belles réussites de ces non-dialecticiens proclamés). Les cinq tomes de mon Lumières communes, trajectoire dia-matérialiste en philosophie générale (Delga, 2016, qui sera prochainement complété d'un tome 5 sur la praxis intitulé Fin(s) de l'histoire) traitent d'abord de la conception matérialiste de la philosophie et établissent notamment, à partir d'une analyse architectonique des notions de dialectique de la nature, de reflet et de praxis, la dimension essentiellement (pas seulement) logico-ontologique de la philo marxiste : sans en ignorer les mérites, je me heurte au praxisme, à l'anthropologisme et à l'épistémologisme qui dominent la réflexion marxiste, et plus encore, la « marxologie », depuis la fin des années 50.

Le second tome traite de la théorie dia-matérialiste de la connaissance et insiste sur le contenu hautement dialectique de la catégorie si souvent mal comprise de reflet (le tome II est complété par une réflexion épistémologique et tendanciellement politique sur ce que serait une classification dynamique des sciences s'appuyant sur la généalogie de leurs objets respectifs).

Le tome III intitulé Sciences et dialectique de la nature se risque à confronter la dialectique matérialiste au mouvement des sciences (maths, sciences dites cosmo-physiques, chimie, biologie..) en montrant qu'une conception tant soit peu générale de la nature et de l'histoire n'a rien d'une « utopie scientiste » : tout au contraire, à notre époque, c'est du champ scientifique lui-même qu'émergent les questions du sens et de la connexion générale entre les choses : de plus en plus, le stérile enfermement de chacun dans sa spécialité se mue en obstacle épistémologique comme j'essaie de le montrer notamment à propos de la physique de l'infime et de la cosmogonie.

Du reste la question n'est jamais de savoir si l'on doit ou pas faire grand cas de l'idée de conception du monde (CDM), une notion aussi chère à Gramsci qu'à Engels : car chacun, et plus encore chaque penseur – si positiviste qu'il se croit – a nécessairement une ou plusieurs « CDM » dès lors qu'il donne sens à sa vie ; reste à savoir si telle CDM est accordée aux grandes tendances du savoir ou non, si elle est cohérente ou décomposée : et lorsque des marxistes se dérobent à cette reconstruction du sens, son exigence ne disparaît pas, c'est la classe dominante qui impose alors les cohérences idéologiques et managériales secrètes indispensables à sa domination idéologique. Il me semble en effet que « les lumières communes » étant très gravement menacées par la déchéance historique rapide du capitalisme, et aussi hélas par la prodigieuse censure du marxisme à laquelle a donné lieu la re-mondialisation de l'exploitation capitaliste, il faut rétablir l'initiative dia-matérialiste en philosophie si l'on veut « réarmer » les lumières, ou plutôt les « lucioles » passablement vacillantes qu'évoquait naguère Pasolini de manière visionnaire. Rien qui s'oppose en l'occurrence aux exigences scientifiques si l'on comprend, comme moi, la « ligne » du matérialisme dialectique comme celle d'un rationalisme conséquent et autocritique qui, à partir du repérage des contradictions motrices de chaque processus, s'efforce de comprendre la réalité dans son mouvement « sans addition étrangère », disait Engels. Bref, n'y ayant pas de surnature, de deus ex machina produisant le monde ou le développant, il faut bien que la matière-univers-nature soit et se meuve d'elle-même (matérialisme), et que les processus de son développement et de ses bifurcations lui soient immanents (dialectique de ce que Politzer appelait l' « auto-dynamisme » des processus naturels). « Ce monde-ci, disait déjà poétiquement Héraclite, aucun des dieux ni des hommes ne l'a créé, mais il est un feu permanent qui s'allume avec mesure et qui s'éteint avec mesure »…

En ce sens, le matérialisme dialectique marxiste est le contraire d'une idéologie et encore plus, d'une idéologie dogmatique : il n'est autre que la tendance philosophique aussi cohérente, instruite, rationaliste et empirique que possible qui vise à saisir ce que Hegel nommait « le développement de la chose même », et que Marx, qui savait, comme le dira Lénine, que « la vérité est toujours concrète », appelait de son côté la « logique spéciale de l'objet spécial ». Et c'est là qu'apparaît l'apport du marxisme par rapport au matérialisme dialectique « spontané » de l'antiquité : en liant cette tendance, que l'on voit se dessiner dès Thalès de Milet, au matérialisme historique, à

l’émancipation générale des classes dominées et à la dialectique émergente de la nature, en entreprenant à son propos un impressionnant travail catégoriel (Hegel, puis Lénine), en l’arrimant à une théorie matérialiste du reflet comme reconstruction du réel par la voie de la pensée, le marxisme permet – en droit, car la tâche est inépuisable – de donner à la dialectique une forme pleinement rationnelle qui fournit un terrain d’alliance sans précédent aux sciences, aux mouvements émancipateurs et à la philosophie stricto sensu pour promouvoir les lumières communes, deux mots que je considère comme les plus beaux, les plus chargés d’histoire et les plus universels de notre langue.

Le tome 4 de Lumières communes traite de l’anthropologie et s’efforce de montrer qu’à l’inverse du réductionnisme qu’on lui objecte, l’approche historico-matérialiste nous permet d’approcher finement les questions du langage, de la sujbectivité, de la liberté et de l’axiologie (la question des « valeurs »). Comme je l’ai dit, le tome 5 à paraître dans l’année portera sur la praxis, notamment sur les questions directement politiques, éthiques et esthétiques, et plus globalement sur cette « sagesse de la révolution » dont un de mes livres précédents édité par le Temps des cerises, avait dressé l’esquisse.